

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES












**Fourniture, marquage, stockage et livraison d'objets
promotionnels**

Pouvoir adjudicateur :

IAE de Paris
8 bis rue de la Croix Jarry
75013 PARIS

Profil acheteur : www.e-marchespublics.com

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

| | | |
|---|----------------------------------|--|
|  | Objet | Fourniture, marquage, stockage et livraison d'objets promotionnels |
|  | Type de contrat | Accord-cadre |
|  | Nombre de lots | sans |
|  | Tranches optionnelles | Sans tranches optionnelles |
|  | Clause sociale | Sans |
|  | Clauses environnementales | Avec |
|  | Durée / Délai | 1 an |
|  | Reconduction | Avec |
|  | Prix | Prix unitaires |
|  | Variation des prix | Avec |
|  | Avance | Sans |

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| 1 - Dispositions générales du contrat..... | 4 |
| 1.1 - Objet du contrat | 4 |
| 1.2 - Décomposition du contrat | 4 |
| 1.3 - Type d'accord-cadre..... | 4 |
| 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande | 4 |
| 1.5 - Réalisation de prestations similaires | 5 |
| 2 - Pièces contractuelles | 5 |
| 3 - Confidentialité et mesures de sécurité..... | 5 |
| 4 - Protection des données à caractère personnel | 5 |
| 5 - Durée et délais d'exécution..... | 6 |
| 5.1 – Durée du contrat | 6 |
| 5.2 - Reconduction du contrat | 6 |
| 6 - Prix | 6 |
| 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués | 6 |
| 6.2 - Modalités de variation des prix | 6 |
| 6.3 – Clause de sauvegarde..... | 6 |
| 6.4 – Périodicité de révision des prix..... | 6 |
| 7 - Garanties Financières..... | 7 |
| 8 - Avance..... | 7 |
| 9 - Modalités de règlement des comptes..... | 7 |
| 9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs..... | 7 |
| 9.2 - Présentation des demandes de paiement | 7 |
| 9.3 - Délai global de paiement | 7 |
| 9.4 - Paiement des cotraitants..... | 7 |
| 9.5 - Paiement des sous-traitants | 8 |
| 10 - Conditions d'exécution des prestations | 8 |
| 11 - Clauses environnementales | 8 |
| 12 – Suivi des commandes et constatation de l'exécution des prestations | 8 |
| 12.1 – Suivi des commandes..... | 8 |
| 12.2 – Vérifications | 8 |
| 12.3 - Décision après vérification | 9 |
| 13 - Garantie des prestations | 9 |
| 14 - Pénalités | 9 |
| 14.1 – Dispositions générales | 9 |
| 14.2 - Pénalités pour retard..... | 9 |
| 14.3 - Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles..... | 10 |
| 14.4 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales | 10 |
| 15 - Assurances | 10 |
| 16 - Résiliation du contrat..... | 10 |
| 16.1 – Résiliation au motif de l'intérêt général..... | 10 |
| 16.2 – Résiliation au torts du titulaire..... | 10 |
| 16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire..... | 11 |
| 17 - Règlement des litiges et langues | 11 |
| 18 - Dérogations | 11 |

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution des prestations suivantes :

Fourniture, marquage, stockage et livraison d'objets promotionnels

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

 Lieux de livraison :

A compter de la date de notification et jusqu'au mois de janvier 2026

8 bis rue de la Croix Jarry
75013 PARIS

A compter du mois de janvier 2026

11 rue Ponscarme
75013 Paris

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

| Période | Montant maximum HT |
|---------|--------------------|
| Année 1 | 25.000,00 euros |
| Année 2 | 25.000,00 euros |
| Année 3 | 25.000,00 euros |
| Année 4 | 25.000,00 euros |

En raison de la nature des prestations du présent accord-cadre et de l'impossibilité de planifier le volume et les montants sur une période longue : en cas d'atteinte du montant maximum de la période considérée, l'accord-cadre pourra être reconduit par anticipation conformément aux dispositions de l'acte d'engagement. Le titulaire en sera informé par écrit par le pouvoir adjudicateur.

De même, si le montant maximum de la période ferme ou de la période de reconduction n'était pas atteint au terme de la période concernée, le reliquat sera reporté sur la période suivante. Le report sera acté par une décision du pouvoir adjudicateur qui indiquera les nouveaux montants de chaque période, y compris la ou les périodes terminées. Cette décision sera transmise au titulaire.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
5. Le bordereau des prix unitaires (BPU)
6. L'offre technique et financière du titulaire
7. Les catalogues du titulaire
8. Les bons de commande

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 – Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée de **1 an à compter de la date de notification du contrat**.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

5.2 - Reconduction du contrat

L'accord-cadre est reconductible tacitement. **Il pourra être reconduit 3 fois pour une période de 12 mois**, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 3 mois. L'absence de reconduction de l'accord-cadre n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire de l'accord-cadre.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont révisibles à l'initiative du titulaire, le 1er jour de la période d'éventuelle reconduction, selon les modalités suivantes : le titulaire fera parvenir une **proposition de ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur au plus tard 1 mois avant la mise en application des nouveaux prix**.

Cette proposition de révision des prix devra être adressée obligatoirement par mail accompagnée de tous les justificatifs au service communication du pouvoir adjudicateur.

Pendant la période de 1 mois, les prix de base continueront de s'appliquer. Ensuite, les prix révisés seront fermes et invariables toute la période concernée par la révision de prix.

⚠ Toute révision de prix non adressée dans les délais indiqués ci-dessus sera rejetée.

6.3 – Clause de sauvegarde

Dès lors que la révision des prix conduit à une **augmentation supérieure à 5 %**, l'accord-cadre pourra être résilié, par le pouvoir adjudicateur, sans indemnité pour la partie non exécutée des prestations.

6.4 – Périodicité de révision des prix

Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre par application de la formule décrite ci-dessus.

Les prix sont fermes la première année d'exécution.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 19750002800034

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

11 - Clauses environnementales

Le présent accord-cadre comporte des obligations environnementales régies par les dispositions de l'article 16.2 du CCAG-FCS.

12 – Suivi des commandes et constatation de l'exécution des prestations

12.1 – Suivi des commandes

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur un **correspondant spécifique nommément désigné**, qui puisse être joint en permanence aux heures de bureau par téléphone ou par courrier électronique.

Ce correspondant doit fournir toute information nécessaire sur les commandes, les facturations en cours, les livraisons. En cas d'absence, le titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur le nom de son remplaçant.

12.2 – Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG-FCS.

Toute irrégularité dans la fourniture des articles commandés fera l'objet d'une réclamation.

Les services destinataires intéressés sont habilités à envoyer directement des relances au titulaire, à charge pour celui-ci de vérifier la non-fourniture des articles. Elles devront faire l'objet d'un suivi et feront obligatoirement l'objet d'une réponse écrite. Le titulaire mentionnera la suite réservée à la réclamation. Le titulaire devra, en réservant à cette réclamation la suite la plus favorable et la plus rapide, éviter qu'elle ne se renouvelle.

D'une façon générale, pour toutes les prestations, le non-respect de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation du marché.

12.3 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une **garantie de 1 an** dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36 du CCAG-FCS.

14 - Pénalités

14.1 – Dispositions générales

Le titulaire est tenu d'honorer les commandes, objet du présent accord-cadre, dans le respect des conditions et délais contractuels.

Le présent article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS, les prestations non conformes donneront lieu à l'application de pénalités, après mise en demeure préalable, suivant les conditions définies ci-après.

La mauvaise exécution et ou l'exécution partielle des prestations sont équivalentes à une non-exécution des prestations.

En cas de mauvaise exécution, d'exécution partielle ou de retard, par rapport aux conditions et délais contractuels, dans l'exécution des prestations, des pénalités pourront être appliquées par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Toutes les pénalités sont cumulables.

Ces montants sont retenus de la facture du titulaire correspondant à la période où ils sont échus.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant.

Par dérogation à l'article 14.1.2, les pénalités de retard sont cumulables dans la limite de 20% du montant HT du bon de commande concerné.

14.2 - Pénalités pour retard

Les pénalités sont constituées à partir du premier retard constaté par le pouvoir adjudicateur et jusqu'à extinction éventuelle de ce retard et sont applicables sans mise en demeure préalable.

Les pénalités de retard sont de 30 euros (trente euros) par jour ouvré de retard constaté sur la date de livraison prévue au bon de commande. Ces pénalités sont applicables à la discrétion du pouvoir adjudicateur.

14.3 - Pénalités pour non-respect des obligations contractuelles

Le titulaire encourt l'application des pénalités pour non-respect des obligations contractuelles par le pouvoir adjudicateur d'un montant égal à 100 euros (cent euros) par constat (applicable à la discrétion du pouvoir adjudicateur).

14.4 - Pénalités pour manquement aux obligations environnementales

Aucune pénalité n'est prévue en cas de non-respect des obligations environnementales.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

16.1 – Résiliation au motif de l'intérêt général

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

16.2 – Résiliation au torts du titulaire

Le présent accord-cadre pourra être résilié à tout moment par l'acheteur aux torts exclusifs du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et avec exécution des prestations à ses frais et risques jusqu'au terme prévu de l'accord-cadre, dans les conditions définies ci-après :

- En cas de non-conformité des prestations réalisées au cahier des charges ou aux fiches techniques,
- En cas de retards d'exécution manifestes et répétés,
- En cas de modifications des prestations sans information préalable,
- En cas d'erreurs de facturation répétées,
- En cas de manquements répétés au cahier des charges,
- En vertu de la clause de sauvegarde,
- En cas de mauvaises exécutions répétées,
- En cas de non-transmission des documents d'exécution du marché (attestation d'assurance, ...).

Une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution aura été préalablement notifiée au titulaire par l'acheteur. Si cette mise en demeure est restée infructueuse, la décision de résiliation interviendra après que le titulaire aura été informé de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

La résiliation du marché prendra effet à la date fixée dans la décision notifiée par l'acheteur.

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, faute par le titulaire de pouvoir exécuter la totalité des prestations commandées par l'établissement à la date contractuelle d'exécution, la réalisation des

prestations concernées pourra être assuré par d'autres prestataires aux frais et risques du titulaire en défaut, après information par écrit (courrier ou mail).

En cas de différence de prix au détriment du pouvoir adjudicateur, celle-ci est mise de plein droit à la charge du titulaire et déduite d'une facture présentée en paiement à son profit, ou à défaut fait l'objet d'un titre de recette émis à son encontre par les services du pouvoir adjudicateur.

A compter de sa mise en place, l'exécution par un tiers exempt le titulaire des pénalités de retard mentionnées au présent CCAP.

16.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

18 - Dérogations

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 16.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services